L. 13.227/2.
L. 13.228/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Fonction publique, le 20 octobre 1978, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "**accordant** une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public",

2) un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du ... accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public",

a donné le 30 octobre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e oktober 1978 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van ... houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt",

heeft de 30e oktober 1978 het volgend advies gegeven :

Le projet L. 13.228/2 se bornant à modifier deux articles du projet L. 13.227/2, le Conseil d'Etat a examiné les deux projets conjointement et n'a rédigé qu'un seul avis.

Ainsi qu'il sera proposé ci-après, les modifications prévues par le projet d'arrêté royal L. 13.228/2 gagneraient à être intégrées dans le projet d'arrêté royal L. 13.227/2.

+

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet reprend en les adaptant les dispositions de l'arrêté royal du 4 janvier 1974 accordant, pour les années 1974-1975, une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public.

Cet arrêté royal n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, l'urgence étant visée dans son préambule.

L'allocation de fin d'année est un complément de traitement qui est soumis aux retenues de la sécurité sociale.

L'article 2 du projet rend néanmoins les dispositions de celui-ci applicables aux militaires.

Dans son avis du 8 décembre 1976 sur le projet de loi relative aux droits pécuniaires des militaires, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

"Selon une pratique qui, comme le rappelle, l'exposé des motifs, a été suivie depuis 1831, le Roi a établi les dispositions générales applicables aux traitements et aux soldes des militaires. Le Conseil d'Etat a dû constater que

.../...

cette pratique ne satisfait pas à l'exigence formulée en termes généraux par la deuxième phrase de l'article 118 de la Constitution : "... Elle (la loi) règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires". Or, les traitements des militaires font incontestablement l'objet de droits au profit de ceux-ci" (Doc. parl. Sénat, 1977-1978, n° 180/1).

Le projet déposé au Sénat contient d'ailleurs un article 5 qui habilite le Roi à accorder notamment des allocations, indemnités et d'autres rétributions complémentaires aux militaires.

Aussi longtemps que cette disposition n'aura pas été votée par les Chambres, le projet manquera de fondement en tant qu'il concerne les militaires.

II. En vertu de certaines dispositions législatives et réglementaires, les allocations et indemnités attribuées au personnel des ministères sont automatiquement accordées aux catégories visées par ces dispositions.

Il en est ainsi

- pour les membres et le personnel du pouvoir judiciaire, par application des articles 363, 371, 375 et 380 du Code judiciaire et de l'arrêté royal du 2 mars 1977 portant statut pécuniaire du personnel des greffes et parquets des cours et tribunaux et des attachés au service de documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de Cassation;

- pour les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, par application de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat;

- pour les membres de la Cour des Comptes, par application de l'article 1er, § 3, de la loi du 10 juin 1955 relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes;

- pour les membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médicaux sociaux libres subventionnés, par application de l'article 48, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique de ces centres et offices;

- pour les ministres des cultes, par application de l'article 30 de la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes.

Pour toutes ces catégories, le bénéfice de l'allocation prévue par le projet est acquis de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'énumérer lesdites catégories.

+

+ +

Préambule.

Les alinéas 2 et 3 du préambule doivent être omis, car ils ne constituent pas le fondement du projet.

Le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, notamment l'article 1er;

.../...

Vu l'avis du comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de notre Secrétaire d'Etat au Budget donné le 8 septembre 1978;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil".

Dispositif.

Article 2.

Compte tenu des observations générales ci-avant,

a) le § 1er devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Dans la mesure prévue par les dispositions du présent arrêté, sont soumis à ces dispositions : les membres du personnel qui appartiennent ou ont appartenu pendant tout ou partie de la période de référence :

1°) aux administrations et aux autres services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement de l'Etat;

2°) aux établissements d'enseignement libres subventionnés, pour autant que les membres du personnel de ces établissements soient directement rémunérés par une subvention-traitement".

.../...

b) le § 2 est illégal dans la mesure où il vise les membres de la Cour des Comptes. Il est superflu dans la mesure où, le Roi n'ayant pas le pouvoir de prendre des dispositions à l'égard du personnel de la Cour des Comptes ainsi que du personnel du greffe et de la questure de la Chambre des Représentants et du Sénat, les mots "les autres services de l'Etat" figurant au § 1er doivent nécessairement être interprétés comme excluant le personnel de la Cour des Comptes ainsi que le personnel du greffe et de la questure de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Article 3.

Compte tenu du projet L. 13.228/2, cet article devrait être plus simplement rédigé comme suit :

"Article 3.-
Les personnes visées à l'article 2 bénéficient d'une allocation de fin d'année aux conditions et modalités prévues par le présent arrêté".

Article 5.

Les deux projets devraient être fusionnés sur ce point.

La rédaction suivante est proposée pour le § 2.

"§ 2. La somme fixe visée au § 1er s'élève à 7.000 Frs. pour l'année 1978 et à 8.000 Frs. pour l'année 1979".

Article 6.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée propre que cette disposition aurait par rapport aux définitions de l'article 1er.

Article 9.

A cet article, il y a lieu d'écrire : "au service qui a ou qui aurait ...".

Article 10.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 10.-

Sont réglés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et sur proposition du ministre compétent, les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du présent arrêté, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles qu'il édicte".

Ce texte s'inspire de la rédaction de l'article 16, § 4, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, de l'article 2, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 5 janvier 1976 rendant applicable à certains organismes d'intérêt public la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés ainsi que l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat.

Het ontwerp L. 13.228/2 bepaalt er zich toe twee artikelen van het ontwerp L. 13.227/2 te wijzigen. De Raad van State heeft de twee ontwerpen dan ook samen behandeld en er één advies over geschreven.

De in het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.228/2 vervatte wijzigingen zouden beter rechtstreeks in het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.227/2 worden verwerkt, zoals hierna wordt voorgesteld.

+

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp neemt met de nodige aanpassing de bepalingen over van het koninklijk besluit van 4 januari 1974 houdende toekenning voor de jaren 1974 en 1975 van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt.

Dat koninklijk besluit, dat zich in de aanhef op de dringende noodzakelijkheid beroept, is niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd.

De eindejaarstoelage is een weddebijslag waarop ingehouden wordt voor de sociale zekerheid.

Artikel 2 van het ontwerp verklaart de bepalingen van het ontwerp-besluit mede toepasselijk op militairen.

In zijn advies van 8 december 1976 over een wetsontwerp betreffende de geldelijke rechten van de militairen heeft de Raad van State het volgende opgemerkt :

.../...

"Volgens een praktijk die, zoals in de memorie van toelichting wordt opgemerkt, reeds in 1831 ingang heeft gevonden, zijn de algemene bepalingen inzake wedden en soldij van de militairen steeds door de Koning vastgesteld. De Raad van State heeft moeten constateren dat daarmee niet voldaan werd aan de eis die in algemene bewoordingen geformuleerd is in de tweede volzin van artikel 118 van de Grondwet : "... Zij (de wet) regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen". De wedden van de militairen doen voor de betrokkenen ongetwijfeld rechten ontstaan" (Gedr. St. Senaat, 1977-1978, nr. 180/1).

In het bij de Senaat ingediende ontwerp staat trouwens een artikel 5 dat de Koning machtigt aan militairen onder meer toelagen, vergoedingen en andere aanvullende retributies toe te kennen.

Zolang de Wetgevende Kamers die bepaling niet hebben aangenomen, mist het ontwerp rechtsgrond in zover het de militairen betreft.

II. De aan het personeel van de ministeries verleende toelagen en vergoedingen worden, krachtens sommige wets- en verordeningsbepalingen aan de daarin genoemde categorieën automatisch toegekend.

Dat is namelijk het geval :

- voor de leden en het personeel van de rechterlijke orde, ingevolge de artikelen 363, 371, 375 en 380 van het Gerechtelijk Wetboek en het koninklijk besluit van 2 maart 1977 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de griffies en parketten van hoven en rechtbanken en van

de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten van het Hof van Cassatie;

- voor ambtsdragers bij de Raad van State, ingevolge artikel 5, tweede lid, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State;

- voor de leden van het Rekenhof, ingevolge artikel 1, § 3, van de wet van 10 juni 1955 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof;

- voor de leden van het personeel van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en van de psycho-medische-sociale centra, ingevolge artikel 48, eerste lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van die diensten en centra;

- voor de bedienaars van de erediensten, ingevolge artikel 30 van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten.

Voor al de hierboven vermelde categorieën is de in het ontwerp bepaalde toelage van rechtswege verkregen zonder dat die categorieën in de tekst hoeven te worden opgesomd.

+

+ +

.../...

Aanhef.

Het tweede en het derde lid van de aanhef moeten vervallen; de daarin aangehaalde besluiten zijn geen rechtsgrond voor het ontwerp.

De aanhef zou voorts als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 8 september 1978;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers".

Artikelen.

Artikel 2.

Gelet op de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen

.../...

a) moet § 1 als volgt worden gelezen :

"§ 1. In de mate vastgesteld door de bepalingen van dit besluit zijn aan die bepalingen onderworpen de personeelsleden die behoren of tijdens de gehele verwijzingsperiode of een gedeelte ervan behoord hebben tot :

1°) de rijksbesturen en andere rijksdiensten met inbegrip van de onderwijsinrichtingen van de Staat;

2°) de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, voor zover de personeelsleden van die inrichtingen rechtstreeks met een weddetoelage worden bezoldigd".

b) moet § 2 vervallen als onwettig in zover daarin gedoeld wordt op de leden van het Rekenhof en als overbodig in zover de woorden "de andere rijksdiensten" in § 1 noodzakelijkerwijs geacht moeten worden het personeel van het Rekenhof alsook het personeel van de griffie en van de quaestuur van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat uit te sluiten, aangezien de Koning geen bepalingen ten aanzien van dat personeel vermag vast te stellen.

Artikel 3.

Dat artikel zou, rekening houdend met hetgeen in het ontwerp L. 13.228/2 staat, eenvoudiger als volgt kunnen worden gesteld :

"Artikel 3.-

De in artikel 2 bedoelde personen ontvangen een eindejaarstoelage onder de voorwaarden en volgens de regelen die in dit besluit worden bepaald".

.../...

Artikel 5.

Hier zouden de twee ontwerpen ineen moeten worden gewerkt.

Voor § 2 wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"§ 2. De in § 1 bedoelde som bedraagt 7.000 frank voor het jaar 1978 en 8.000 frank voor het jaar 1979".

Artikel 6.

Het is de Raad van State niet duidelijk welke specifieke draagwijdte die bepaling zou hebben ten aanzien van de in artikel 1 gegeven begripsomschrijvingen.

Artikel 9.

In dit artikel leze men : "... de dienst ... die belast was of belast geweest zou zijn met het vereffenen en het betalen van de beloning aan de gerechtigde, hetzij ...".

Artikel 10.

Een betere lezing voor dit artikel zou zijn :

"Artikel 10.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort regelt op voorstel van de bevoegde minister de gevallen die een zodanig bijzonder aspect vertonen dat,

.../...

naar de geest van dit besluit, een minder letterlijke toepassing van de door hem uitgevaardigde regels verantwoord is".

Voor die tekst hebben model gestaan artikel 16, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en artikel 2, laatste lid, van het koninklijk besluit van 5 januari 1976 waarbij de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van minder-validen alsmede het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in rijksbesturen op sommige instellingen van openbaar nut toepasselijk worden verklaard.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.